



Sur le terrain avec les archéologues - Gérard Aubin, Charles-Tanguy Le Gall, Jean-Michel Maréchal, Marjolaine Maréchal (dir.)  
ISBN 978-2-7335-6464-0 - Presses universitaires de Rennes, 2019, www.pur.fr

# Archéologie et archéologues

**\_Gérard Aubin, Charles-Tanguy Le Roux  
et Cyril Marcigny**

**E**n quelques décennies, l'archéologie est devenue affaire de spécialistes. Après avoir longtemps été le domaine d'amateurs éclairés et passionnés, elle est aujourd'hui exercée par des professionnels, principalement des agents publics et depuis peu du secteur privé, dont la mission ultime est de publier leurs résultats. La *Revue archéologique de l'Ouest* est un des supports de ces publications – certes un peu confidentielles car rédigées par des scientifiques pour des scientifiques. Son trentenaire a été l'occasion de réfléchir à une diffusion de ces découvertes au-delà de la petite sphère des spécialistes et de concevoir une porte d'entrée vers cette source d'informations. Car l'archéologie n'existerait pas sans un public qui s'y intéresse et qui lui pose des questions. Avant de vous conduire sur le terrain et de vous présenter quelques découvertes marquantes, il n'est pas inutile de rappeler quelques particularités de cette discipline et d'expliquer les principes qui ont guidé notre démarche.

## **Une discipline**

L'archéologie se définit souvent par son objet d'étude : les traces des activités exercées par les hommes du passé, mais dans leur contexte de découverte. En effet, les vestiges matériels élaborés par l'homme – de la pierre taillée à la cathédrale, des scories aux

bijoux, des trous de poteaux aux tranchées de la Grande Guerre – ne prennent sens que dans leur cadre géographique et historique. Qu'il soit enfoui ou en élévation, le patrimoine archéologique nous parvient le plus souvent mutilé, brisé, mais toujours au sein d'une sédimentation. Jusqu'au milieu du <sup>xx</sup>e siècle et avant que les moyens mécaniques ne s'en mêlent, les occupations humaines se superposaient sans jamais éradiquer complètement les précédentes. La fouille est alors le passage obligé pour remonter le temps et rassembler des informations sur le passé. Le travail de l'archéologue ne consiste pas seulement à dégager et à mettre en évidence ces vestiges, mais aussi à établir des liens entre les structures superposées ou juxtaposées, les objets fabriqués et les sédiments, restes animaux ou végétaux qui les entourent. C'est l'ensemble de ces données qu'il faut enregistrer, décrire, analyser, ordonner et enfin interpréter. Le terrain est ainsi comparable à un dépôt d'archives. Mais à la différence des archives papier – indéfiniment consultables – leur lecture en provoque la destruction (« un site archéologique est un mille-feuille, que l'on ne mange qu'une fois » a-t-on pu dire). À l'issue d'une fouille, les structures qui demeurent sur le terrain ne sont plus que des squelettes décharnés, entendez privées des liens et des faits qui en nourrissent la compréhension. On y remédie tant que faire se peut par un enregistrement scrupuleux des données, en quelque sorte par un transfert de l'information sur un autre support.

**Relevé topographique sur le site métallurgique du Bois de Beslan à La Milesse (Sarthe), fouille Inrap 2012.**

D'où les compétences exigées de l'archéologue : maîtrise des techniques de fouille, culture scientifique élargie, pertinence des questionnements, qualité de l'observation, minutie de l'enregistrement, aptitude au travail en équipe...

Une fouille, c'est une enquête policière; un site archéologique, c'est une scène de crime : il faut y relever toutes les traces possibles et en extraire les informations utiles à la compréhension des faits.

### **Son organisation et son évolution**

La caractérisation du patrimoine archéologique comme ressource documentaire d'intérêt général mais fragile et à lecture unique, limitée en quantité et non renouvelable, implique que son utilisation soit réglementée. Dès 1838, l'État se préoccupe d'encadrer les opérations, mais ce n'est qu'en 1941, au terme d'une lente maturation juridique, qu'une loi (validée en 1945) met en place un système d'autorisation préalable et une surveillance des travaux pour endiguer une consommation sauvage de cette ressource. Depuis, d'autres textes sont venus compléter le dispositif; tous sont aujourd'hui réunis dans un « Code du Patrimoine » (consultable en ligne).

Mais comment gérer ce patrimoine et contrôler les interventions sans une administration dédiée? À la fin de la dernière guerre, le territoire français avait été découpé en « circonscriptions archéologiques » plus ou moins calquées sur les académies d'alors. À l'intérieur de ce maillage géographique, une spécificité scientifique était reconnue à travers une dichotomie entre « Antiquités historiques » (de l'époque gauloise à nos jours) et « Antiquités préhistoriques » pour les périodes antérieures. Les responsables en étaient des « Directeurs des Antiquités », personnalités scientifiques reconnues qui exerçaient ces fonctions – avec des moyens qui nous semblent aujourd'hui dérisoires – en marge de leur activité principale : des universitaires côtoyaient ainsi des magistrats, des médecins, des ecclésiastiques...

Parmi les chercheurs de terrain, de « grands amateurs » œuvraient toujours à côté des premiers représentants d'une « archéologie officielle » issue de l'Université et du CNRS. En 1959, la création d'un ministère des Affaires culturelles fut décisive : son modeste Bureau des fouilles et antiquités, à la double vocation d'intervenant scientifique et de gestionnaire territorial mit en place une administration et créa les quelques structures spécialisées indispensables. Mais, rapidement, ces embryons de service furent confrontés à des destructions sans précédent dans un pays en plein effort de reconstruction puis d'aménagement. C'est que le monde avait évolué : la mécanisation des terrassements et les besoins sociaux (toujours plus de parkings!) se conjuguèrent pour décaisser d'énormes surfaces jusqu'au « bon sol » – le substrat géologique. À côté de cas emblématiques – et conflictuels comme le port grec de Marseille, combien de destructions sans témoins et de morts silencieuses? L'histoire de cet antagonisme entre deux besoins légitimes – l'aménagement et la connaissance – ne peut se résumer facilement. Retenons-en que l'archéologie d'urgence est passée progressivement du curatif au préventif, c'est-à-dire de l'intervention désespérée au cours de travaux à l'insertion raisonnée dans un processus planifié. Cette évolution, qui se développa sur moins de 50 ans, ne fut ni linéaire, ni uniforme, ni exempte de conflits. Mais partout elle a été un puissant levier de transformation de la discipline dans trois domaines : les chercheurs, les méthodes, les terrains. La professionnalisation s'est accélérée à partir des années 1980 grâce à la structuration de l'administration culturelle et à un maillage progressif du territoire. Au final, chaque région fut dotée d'un Service régional de l'Archéologie (SRA), chargé d'étudier, de protéger, de conserver et de promouvoir le patrimoine archéologique dans son ressort territorial, ainsi que d'y mettre en œuvre la politique de l'État.

**Orthophoto par drone de la fouille du site des Filasses au Langon (Vendée). Sur 8 hectares, elle a concerné un établissement rural gaulois, remplacé par une petite agglomération abandonnée à son tour à la fin du I<sup>er</sup> s. av. J.-C., fouille Inrap 2016.**



Sur le terrain avec les archéologues — Gérard Aubin, Charles-Tanguy Le Roux, Cyril Marcigny (dir.)  
ISBN 978-2-7535-6464-0 — Presses universitaires de Rennes, 2018, [www.pur-editions.fr](http://www.pur-editions.fr)









Dans des territoires parfois plus vastes que toute la Belgique, ces petites équipes de dix à quinze agents allaient, par leur activité quasi-militante, multiplier les actions de sauvegarde, notamment en incitant les aménageurs à financer des études archéologiques préalablement à leurs travaux destructeurs, en échange d'une levée de l'hypothèque archéologique et d'un strict respect des délais d'intervention. Cette archéologie contractuelle imposait le recours à des professionnels; créée en 1973, l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (Afan) regroupait les archéologues nouvellement recrutés. Parallèlement, les lois de décentralisation avaient favorisé l'émergence de nombreux services archéologiques municipaux et départementaux. Une seconde étape intervint avec la loi de 2001 qui créa un Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap), financé par une redevance et par la facturation des fouilles à leurs commanditaires. Aujourd'hui, les archéologues œuvrant dans les trois régions du Grand-Ouest français sont près de 400. Quel que soit leur rattachement institutionnel, ils sont invités à mettre en commun leurs thématiques et leurs résultats au sein d'Unités mixtes de Recherche (UMR) dans le cadre d'un partenariat entre le CNRS, les universités et le ministère de la Culture. Cette professionnalisation allait précipiter le déclin d'une « pratique amateur » traditionnelle, d'autant que les méthodes avaient elles aussi beaucoup évolué. Au cours de la même période, la recherche archéologique a considérablement élargi ses champs d'investigation : chronologique d'abord, en s'intéressant de plus en plus aux périodes récentes – Moyen Âge puis époques moderne et contemporaine; thématique également, avec de nouveaux domaines comme les épaves, les fleuves et rivières, les mines, le paysage ou l'étude des bâtiments en élévation. C'est désormais l'ensemble des activités humaines qui sont

**Décapage mécanique à Piré-sur-Seiche (Ille-et-Vilaine), préalable à l'étude d'un itinéraire routier utilisé de l'âge du Bronze au Moyen Âge entre Bain-de- Bretagne et Vitré, fouille Inrap 2014.**

concernées, dans leur contexte social et économique comme leur environnement naturel et culturel. On découvrira aussi dans ce volume quelques-unes des techniques d'investigation mises en œuvre par des spécialistes – géologues, botanistes, zoologues, anthropologues, physiciens – et que l'on qualifie d'« archéosciences ».

Enfin, l'archéologie préventive a bouleversé l'échelle d'exploration des gisements et donc la perception de l'occupation du sol. Aux petites « fenêtres » de quelques dizaines ou centaines de mètres carrés de l'archéologie traditionnelle ont succédé des décapages sur plusieurs hectares, autorisant la lecture de structures étendues comme les villages ou les parcelles rurales.

Mais revenons à notre point de départ : la création de la RAO en 1983. Pendant longtemps, l'obligation de faire connaître ses résultats s'est traduite par des publications dans des revues de « sociétés savantes » reposant sur le bénévolat, avec deux échelons privilégiés : départemental et national. Dans l'Ouest, il y avait bien des revues universitaires (*les Annales de Bretagne*, *les Annales de Normandie*) mais leur aspect généraliste et leur format ne convenaient plus à la nécessité d'atteindre une audience élargie ni aux contraintes techniques des publications scientifiques. C'est ainsi qu'un noyau d'archéologues, avec le soutien du ministère de la Culture, jeta les bases d'une structure autonome : l'Association pour la Diffusion des Recherches archéologiques dans l'Ouest de la France, dont l'objectif principal était d'éditer une *Revue archéologique de l'Ouest*, conçue sur le modèle d'autres revues interrégionales. Son premier numéro parut en 1984 et elle est rapidement devenue le lieu permettant à tous de présenter leurs résultats et leurs idées.

### **L'Album du 35<sup>e</sup> anniversaire**

À l'occasion de son 35<sup>e</sup> anniversaire, la RAO a souhaité faire découvrir l'archéologie au plus grand nombre par le biais d'un beau livre. Le cadre géographique retenu pour cet album correspond à celui de la revue, c'est-à-dire, à peu de chose près, trois régions

administratives – Bretagne, Normandie, Pays de la Loire, soit 14 départements. La revue a demandé à 135 archéologues de vous emmener sur le terrain et de vous dévoiler leurs découvertes marquantes de ces trois dernières décennies. Pas forcément les plus spectaculaires, mais celles qui ont apporté du nouveau, qui ont entraîné des remises en question dans leur domaine ou amené à y poser un regard renouvelé.

110 notices sont réparties en sept chapitres chronologiques dont la direction a été confiée à des coordinateurs. À chaque fois, c'est le site qui a été retenu comme porte d'entrée d'un thème et le responsable d'opération comme auteur. Ce choix de laisser directement la parole aux auteurs des recherches n'était pas le plus facile. Certaines notices reflètent ainsi la grande prudence de scientifiques plus enclins à émettre des hypothèses qu'à proposer des certitudes. Bien évidemment chaque opération présentée peut être l'occasion de développer un thème plus large et de mettre en valeur le travail d'une équipe.

Dans un Grand Ouest où s'effectuent annuellement plus d'une centaine d'opérations de terrain, l'échantillonnage s'est révélé difficile. La sélection proposée est antérieure au regroupement de la Basse- et de la Haute-Normandie : outre le fait que la pratique de l'archéologie y soit ancienne et active, cela explique que la Normandie actuelle bénéficie d'un nombre de notices particulièrement élevé. L'explosion informatique de ces dernières décennies permet de brasser et de confronter des données dans des quantités et avec une facilité qui étaient inimaginables lorsque la RAO fut créée, mais la dématérialisation qui en découle a ses limites : l'homme reste un être physique et, à côté de la satisfaction intellectuelle de comprendre sur écran, il garde en lui le plaisir quasi-érotique de feuilleter un « beau livre ». Dans cet album nous avons aussi essayé de faire place aux « archéosciences », généralement discrètes mais sans lesquelles l'archéologie ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui.

Nous nous sommes refusés à perdre de vue le fil conducteur chronologique qui reste une des raisons d'être de la discipline. Nous avons enfin sollicité la sensibilité de quelques artistes pour évoquer certaines découvertes en leur restituant une certaine « pâte humaine ».

Qu'on ne s'attende pas toutefois à un récit continu qui retracerait l'histoire de nos régions. Contraint par ses sources, l'archéologue ne peut donner que des coups de projecteurs sur des événements singuliers. Mais leur juxtaposition et leur répétition esquissent un tableau général. Cet album est ainsi susceptible de plusieurs niveaux de lecture, de la flânerie au hasard des images à une approche thématique et comparative.

Le déroulement du temps est une préoccupation essentielle, commune à tous les archéologues mais qui s'exprime de manière très différente d'un chapitre à l'autre, ne serait-ce que par la manière de compter, en millénaires ou en mois. Voyez l'épaisseur de cette « quatrième dimension » : près de 500 000 ans nous séparent des hominidés qui commençaient à maîtriser le feu sur une falaise du Finistère ; 500 000 ans, cela fait 20 000 générations, dont plus de 5 000 pour les seuls néandertaliens qui s'effacent vers -35 000 au profit des *Homo sapiens sapiens* que nous sommes. Il est difficile de concevoir qu'entre le cheval de la grotte Mayenne Sciences (peint vers -25 000) et les aurochs de Plougastel gravés vers -14 500 s'écoulaient plus de 400 générations. À l'opposé, l'archéologue des périodes modernes peut être amené à exploiter des événements datés avec une grande précision, comme le naufrage de la frégate *La Dauphine*, le 11 décembre 1749.

L'espace est une autre composante importante que nous avons voulu souligner en ouvrant chaque chapitre par une vue aérienne. Nos actuels territoires sont issus d'aménagements souvent très anciens, qu'il s'agisse des chemins et des routes, des limites entre peuples ou du semis des fermes et de la mosaïque des champs. De même, on peut suivre l'évolution de l'habitat groupé : la butte néolithique de Lillemer,



**La chapelle Saint-Benoît de Fontevraud (Maine-et-Loire) a abrité de nombreuses sépultures, du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècles, fouille CD Maine-et-Loire.**

le hameau du Bronze d'Ancenis, les agglomérations gauloises de Quimper ou de Moulay, les villes romaines de Vieux ou de Jublains, le grand chantier médiéval d'Angers mais aussi les villages désertés au xv<sup>e</sup> siècle dans la plaine de Caen.

On le sait, les sources d'information orientent le questionnement. Dans ces pages, il est beaucoup question d'habitat, d'activités domestiques, d'objets fabriqués c'est-à-dire des activités qui laissent des traces dans le sol ou qui génèrent des déchets. Ainsi, apprend-on qu'il y a des siècles voire des millénaires, l'Ouest exploitait des mines de silex, de fer ou d'or, récoltait le sel, le pourpre, produisait du vin, des bijoux, des céramiques, des monnaies. Pour l'archéologue, les cultures et les époques sont d'abord caractérisées par des techniques ou des savoirs faire. Mais croyances et

comportements transparaissent en filigrane derrière cela. Ainsi, les tombes sont parmi les rares structures susceptibles d'être retrouvée dans leur état d'origine. La variété des modes de sépulture (inhumation ou incinération, grands mausolées, fosses collectives ou simples tombes individuelles), le contenu des tombes et la distance les séparant du monde des vivants sont révélateurs des sociétés et de leur vécu.

À l'issue de ces promenades, certains voudront sans doute aller plus loin. Une orientation bibliographique clôt ce volume ainsi qu'une sélection de sites aménagés pour la visite. mais d'autres opportunités surgissent tout au long de l'année; ainsi, les journées « portes ouvertes » sur des sites voués à disparaître à l'issue de leur étude demeurent le meilleur moyen de lire le terrain avec des archéologues.